

Unité départementale de la Marne
Parc Technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51100 Reims

Reims, le 07/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

MACHAON

3 Avenue du 106ème Régiment d'Infanterie
51000 Châlons-En-Champagne

Références : n° D3 i 2025-1096
Code AIOT : 0005704963

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/11/2025 dans l'établissement MACHAON implanté 3, avenue du 106ème Régiment d'Infanterie 51000 Châlons-en-Champagne. L'inspection a été annoncée le 03/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a été diligentée à la suite d'un signalement le 01/11/2025 par un pêcheur à l'OFB d'une pollution du canal Saint-Martin par des déchets plastiques. L'inspection s'est rendue sur place le 03/11/2025 et a pu remonter jusqu'à l'entreprise MACHAON.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MACHAON
- 3, avenue du 106ème Régiment d'Infanterie 51000 Châlons-en-Champagne

- Code AIOT : 0005704963
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société MACHAON est autorisée, par arrêté préfectoral d'autorisation n°2016-A-101-IC du 01/07/2016 modifié par les arrêtés préfectoraux n°2020-A-27-IC du 07/02/2020 et n°2022-APC-134-IC du 25/07/2022, à exploiter une usine de valorisation du polyéthylène basse densité (PEBD) des plastiques de la filière agricole (films de paillage, films d'ensilage, films d'enrubannage) et de la collecte sélective réalisée auprès des particuliers. Le PEBD est valorisé à hauteur de 50 % en granulés plastiques qui seront utilisés pour confectionner des sacs en plastiques ou des tuyaux d'arrosage ; les 50 % restant, non valorisables, sont utilisés comme combustible solide de récupération, en cimenterie notamment.

Contexte de l'inspection :

- Accident
- Plainte
- Pollution

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|-----------------------------------|---|--|-----------------------|
| 1 | Déclaration d'accident - incident | Arrêté Préfectoral du 07/02/2020, article 2.5.1 | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective | 1 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant semble bien être à l'origine de l'épisode de pollution du canal Saint-Martin et de la rivière Marne. L'exploitant doit transmettre à l'Inspection dans un délai court différents justificatifs.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration d'accident - incident

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/02/2020, article 2.5.1 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration d'accident - incident |
| Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise |

notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.
Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

Constats :

Le 03/11/2025, l'Inspection a eu connaissance d'une pollution du canal Saint-Martin par des déchets plastiques (macro et micro plastiques). Les constatations de cette pollution ont été faites le vendredi 31/10 et le samedi 01/11/2025 par un pêcheur local au niveau du passage du canal Saint-Martin sous le canal latéral à la Marne, en amont immédiat de sa confluence avec la rivière Marne.

L'entreprise MACHAON a une autorisation de rejeter ses eaux pluviales dans le canal Saint-Martin, à environ 1,5 km en amont du point de constatation de la pollution.

Le 03/11/2025, l'Inspection a donc pris attache auprès de la société MACHAON afin de savoir si un évènement particulier avait été recensé ces derniers jours sur la gestion des eaux usées du site. L'exploitant a indiqué à l'Inspection n'avoir recensé aucune problématique particulière sur le sujet mais il a tout de même engagé une procédure de levé de doute sur son site.

Le même jour, l'Inspection s'est rendue sur place et a pu constater :

- des traces de débordement de la fosse amont de la station de pré-traitement de l'exploitant ;
- une opération de nettoyage lancée par l'exploitant pour extraire de la boue comportant des macro et micro-plastiques déposées dans les caniveaux d'eaux pluviales.

L'exploitant a alors indiqué à l'Inspection que la cuve tampon amont de la station de pré-traitement de l'exploitant a débordé le 17/10/2025 dans la rétention de la station de pré-traitement qui a elle-même débordé entraînant les eaux usées industrielles vers les caniveaux et le réseau d'eaux pluviales.

De plus, l'exploitant a indiqué que les filtres installés sur les caniveaux n'ont donc pas pu assurer leur fonction de piégeage des plastiques du fait d'une mauvaise installation.

L'Inspection a donc constaté les écarts suivants :

- un rejet d'eaux usées industrielles non traitées dans le canal Saint-Martin et la rivière Marne ;
- l'absence de signalement de ce sinistre à l'Inspection des installations classées

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre à l'Inspection,

Sous 15 jours :

- un rapport d'accident complet et circonstancié du sinistre du 17/10/2025 ;
- un rapport de nettoyage et de remise en état des réseaux d'eaux pluviales impactées ;
- un justificatif de l'évacuation des déchets présents sur le site et issus de l'accident, dans des filières autorisées ;

Sous 1 mois :

- un bilan de la quantité d'eaux usées réellement déversées, sur et hors du site ainsi que les caractéristiques de ces eaux usées. Les quantités des polluants émis dans le milieu naturel sont évaluées ainsi que les cibles potentielles et les voies de transfert ;

| |
|---|
| - la justification de la mise en oeuvre d'actions et de travaux pour éviter une nouvelle survenue d'un accident de ce type. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 1 mois |